

SENAT

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité- Travail- Progrès

***R*APPORT N°47**

DE LA COMMISSION ECONOMIE ET FINANCES

RELATIF

**A L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PORTANT
APPROBATION DU CONTRAT DE PARTAGE DE
PRODUCTION KOMBI-LIKALALA-LIBONDO II
ENTRE**

**LA REPUBLIQUE DU CONGO, LA SOCIETE
NATIONALE DES PETROLES DU CONGO ET LES
SOCIETES PERENCO CONGO S.A PETRO CONGO
S.A. ET AFRICA OIL ET GAZ CORPORATION**

TROISIEME LEGISLATURE DU SENAT

QUATRIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DU SENAT

DU 18 AVRIL 2020 ✕

SOMMAIRE

INTRODUCTION ----- P. 3

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE ----- P. 4

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE ----- P. 5

III- RECOMMANDATIONS ----- P. 13

CONCLUSION ----- P. 14

INTRODUCTION

La Commission Economie et Finances du Sénat s'est réunie les 21, 23 et 25 avril 2020 dans la salle latérale du Palais des Congrès sous la direction du Vénérable Sénateur **Jean Marie ANDZIBA EPOUMA**, son Président, pour examiner le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Kombi-Likalala- Libondo II entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et les Sociétés, Perenco Congo S.A Petro Congo S.A et Africa Oil et Gaz Corporation. Le Sénat est la deuxième Chambre saisie.

Ont pris part aux travaux, les Vénérables Sénateurs :

Paul Stanislas NGUIE	: Premier Vice-Président
Antoine BANVIDI	: Deuxième Vice-
Président	
Aristide NGAKOSSO NGAMA	: Rapporteur
Jean Serge KENTOULA	: Secrétaire
Théophile ADOUA	: Membre
Athanase MAKAYA MAKOUNDI	: Membre
Martin Nicaise MAKOSSO	: Membre
Bernard MBATCHI	: Membre
Anastasie MOUDOUEMA BATSELILI	: Membre
Joséphine MOUNTOU-BAYONNE	: Membre.

Excusé, le Vénérable Sénateur :

Jean Nicolas MOUNGALA	: Membre.
-----------------------	-----------

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE

Le permis d'exploitation d'hydrocarbures liquides et gazeux dit « Kombi-Likalala-Libondo II », a été signé le 17 avril 2020 entre la République du Congo d'une part, la Société Nationale des Pétroles du Congo, la société Perenco S.A., la Société Petro Congo S.A. et la Société Africa Oil & Gaz Corporation, d'autre part.

Ce permis exploité jusqu'ici par les sociétés Total E&P Congo (65%, titulaire et opérateur) et Eni Congo S.A. (35%, associé) arrive à échéance le 21 juillet 2020.

Le Gouvernement a décidé de la poursuite de l'exploitation des champs de Kombi, Likalala et Libondo par un nouveau contracteur constitué ainsi qu'il suit :

- Société Nationale des Pétroles du Congo : 20% (titulaire) ;
- Perenco Congo S.A. : 55% (opérateur) ;
- Petro Congo S.A. : 15% ;
- Africa Oil & Gaz Corporation : 10%.

La durée du permis est de vingt (20) ans à compter de la date d'effet. Il peut faire l'objet d'un seul renouvellement pour une période de cinq (5) ans.

Les paramètres économiques et fiscaux du contrat de partage de production Kombi-Likalala-Libondo II définis par le Gouvernement et le nouveau contracteur sont les suivants :

Redevance minière	15%	
PID	1%	
Bénéficiaire	Congo	Contracteur
Cost stop	50%	
Excess oil	50%	50%
Cost oil garanti	25%	
Profit oil	50%	50%
Super profit oil	66%	34%
Seuil du prix haut	50\$	

L'approbation du contrat de partage de Production Kombi-Likalala-Libondo II donnera lieu au paiement d'un bonus de signature de cinquante (50) millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique, et à la réalisation des projets sociaux à hauteur d'un (1) million de dollars des Etats-Unis d'Amérique.

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE

Dans le cadre de l'examen de cette affaire, la commission a reçu, le samedi 25 avril 2020 à 11 h dans la salle des banquets du Palais des Congrès, Monsieur **Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA** Ministre des Hydrocarbures, qui a fait un exposé liminaire avant de répondre aux préoccupations des Vénérables Sénateurs.

II-1- EXPOSE LIMINAIRE DU MINISTRE DES HYDROCARBURES.

Présentant le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Kombi-Likalala- Libondo II entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et les Sociétés, Perenco Congo S.A Petro Congo S.A et Africa Oil et Gaz Corporation., Monsieur **Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA** a relevé qu'avant tout propos, je voudrais respectueusement rappeler aux membres de la commission le contexte dans lequel ont été négociés et signés les deux contrats de partage de production objet de la séance de ce jour.

Notre industrie traverse l'une des plus difficiles périodes avec des cours qui ne cessent de chuter. L'économie mondiale reste en berne et, par conséquent, la demande est inférieure à l'offre. C'est dans ce contexte extrêmement difficile qu'ont été négociés les contrats objet de la présente séance.

II-2- PREOCCUPATIONS ET QUESTIONS DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION, A L'ENDROIT DU MINISTRE DES HYDROCARBURES.

- 1- La conformité à l'article 9.4 du code des hydrocarbures relatif à la Constitution du contracteur.
- 2- L'existence d'une étude d'impact environnemental et social avant le démarrage sur le terrain des opérations pétrolières.
- 3- La non-conformité de l'article 4.12 contraire aux dispositions du code du travail et du code des hydrocarbures.
- 4- La fixation du seuil de prix haut (article 1.40) à l'instar de ceux fixés dans les CPP votés en décembre 2019 avec Total et Chevron.
- 5- Le bilan des projets sociaux réalisés par le premier groupe contracteur et ceux prévus dans le cadre de Kombi-Likalala-Libondo II.
- 6- La place du contenu local.
- 7- La non-conformité de l'article 26.2 du CPP KLL II aux dispositions de l'article 152.2 du code des hydrocarbures.

B/- QUESTIONS

- 1- Qu'est-ce qui justifie le recours au Cost Oil garanti dans le cadre du présent contrat ?
- 2- Quel est la nécessité de préciser dans un CPP les aspects liés aux ventes d'hydrocarbures qui relève du secteur pétrolier aval ?
- 3- Quel est le contenu des autres activités prévues à l'article 8 des coûts pétroliers au point II.5) ?

A

- 4- Au regard des disparités constatées dans le libellé des différents contrats de partage de production d'un contracteur à un autre, quelles sont les dispositions prises par le Gouvernement pour l'application de l'article 10.2 du code des hydrocarbures consacré à cette matière ?
- 5- Au sujet des provisions pour abandon et remise en état de site, pourquoi ne pas consacrer un article à part entière à l'instar des CPP votés en 2019 avec Total ?
- 6- Pourquoi préfère-t-on domicilier les provisions pour abandon et remise en état de site à la caisse de dépôt et de consignation au lieu de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale à l'instar des CPP votés en décembre 2019 avec Total ?

II-3- REPONSES DU MINISTRE DES HYDROCARBURES AUX PREOCCUPATIONS ET QUESTIONS DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION.

A/- REPONSES AUX PREOCCUPATIONS.

1- Sur la conformité à l'article 9.4 du Code des Hydrocarbures relatif à la constitution du contracteur.

L'article 9.4 du Code des Hydrocarbures qui prévoit qu'« en vue de la constitution d'un contracteur, le choix des sociétés membres du contracteur autres que la société nationale est effectué par l'administration des hydrocarbures dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ou, dans des conditions exceptionnelles, de gré à gré ».

Le permis d'exploitation Kombi-Likalala-Libondo arrivant à échéance le 20 juillet 2020, l'administration des hydrocarbures a, au début de l'année en cours, déclenché la procédure d'attribution de ce permis par voie d'appel d'offres.

Une liste restreinte des soumissionnaires a été constituée, l'appel d'offres a été lancé, des soumissionnaires avaient acquis le dossier d'appel d'offres, une data room (dispositif d'accès aux données techniques du permis) avait été mise en place avec la SNPC.

L'administration des hydrocarbures a été contrainte d'interrompre ce processus suite aux conditions difficiles de travail imposées par la pandémie Covid-19.

L'imminence de la date d'expiration du CPP de permis et le risque de se retrouver sans opérateur a contraint l'administration d'opter pour la procédure exceptionnelle de gré à gré également prévue par le Code des Hydrocarbures. Constatant la capacité du groupe Perenco à effectuer, comme nouvel opérateur, avec succès la reprise de champs matures, mais aussi par ses collaborations réussies avec la SNPC et les sociétés privées nationales, le Congo a choisi le Groupe Perenco pour opérer le nouveau permis d'exploitation Kombi-Likalala-Libondo II.

2- Sur l'existence d'une étude d'impact environnemental et social avant le démarrage sur le terrain des opérations pétrolières.

L'Etude d'impact environnemental démarrera dès l'approbation de la loi approuvant le CPP et avant le début des travaux de redéveloppement.

Aucune autorisation des travaux ne pourra être accordée à l'opérateur par le département des hydrocarbures en l'absence d'un certificat de conformité délivré par le Ministre en charge de l'environnement.

3- Sur la non-conformité de l'article 4.12 aux dispositions du Code de Travail et du Code des Hydrocarbures.

Un travail a été organisé auprès de Congorep et Perenco.

Un audit a été également réalisé et un travail est déjà en cours afin de remédier à cette situation. Nous nous engageons à le corriger dans les plus brefs délais. Un Directeur Général Adjoint, désigné par le Congo avec une feuille de route bien précise qui prendra en compte les dispositions légales et réglementaires du travail applicable en République du Congo, sera nommé dans les meilleurs délais.



4- Sur la fixation du seuil de prix haut (article 1.40) à l'instar de ceux fixés dans les CPP votés en décembre 2019 avec Total et Chevron.

La fiscalité a été définie en tenant compte des investissements prévus par le contracteur sur le permis Kombi-Likalala-Libondo II. Le seuil de prix haut est conforme à l'équilibre économique du permis Kombi-Likalala-Libondo II.

Le niveau du seuil de prix haut est variable d'un CPP à l'autre. Il est fonction de la prospectivité du permis et du prix du baril retenu d'accord parties pour la simulation économique du projet.

Dans le cadre des textes d'application du code des hydrocarbures, deux CPP types dont un pour les activités d'exploration et d'exploitation des nouveaux champs et un pour les champs mûres, ont été finalisés et seront soumis au conseil des Ministres pour validation.

Dans ces CPP, les notions de seuil de prix haut ou de Cost Oil garanti ont été supprimées.

5- Sur le bilan des projets sociaux réalisés par le premier groupe contracteur Kombi-Likalala-Libondo I et ceux prévus dans le cadre de Kombi-Likalala-Libondo II.

S'agissant du bilan chiffré et imagé du CPP KLL un rapport sera transmis à la Représentation Nationale après la date d'échéance du permis.

En effet, c'est à l'issue de l'échéance du permis que sera fait le bilan des projets sociaux réalisés depuis son attribution au contracteur actuel.

Cependant, pour les projets sociaux prévus dans le cadre du CPP KLL II, un budget de 1 million de dollars USD destiné à leur réalisation a été décidé.

Il revient au Gouvernement de définir les projets sociaux à financer sur cette enveloppe.

6- Sur la place du contenu local.

→ L'administration des hydrocarbures veillera à l'observation par le contracteur des dispositions légales en vigueur relatives ^{au} contenu local.

Le Groupe Perenco utilise déjà un niveau élevé de Contenu Local dans ses opérations, sur des services pétroliers comme la logistique (ILOGS), le workover (Congo Oilfield Services).

En outre, le contracteur s'est engagé à se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives au contenu local en République du Congo.


7- Sur la non-conformité de l'article 26.2 du CPP Emeraude II aux dispositions de l'article 152.2 du Code des Hydrocarbures.

Les dispositions de l'article 152.2 du code des hydrocarbures donnent à l'une ou l'autre partie la possibilité de renégocier les termes d'un contrat pétrolier.

Pour se faire, l'article 26.2 du présent CPP sera reformulé pour se mettre en harmonie avec les dispositions du code des hydrocarbures.

B/- REPONSES AUX QUESTIONS.

1- Sur la justification du recours au Cost Oil Garanti dans le cadre du présent contrat.

Le Cost Oil Garanti est une mesure qui permet une récupération des coûts en cas d'augmentation des prix du baril de façon élevée. Les nouvelles taxes associées (taxe environnementale par exemple) justifient la mise en place de ce Cost Oil Garanti, qui est plus faible que dans les CPP votés en décembre 2019. 

2- Sur la nécessité de préciser dans le CPP les aspects liés aux ventes d'hydrocarbures qui relèvent du secteur pétrolier aval.

Les hydrocarbures étant le produit du CPP, il va de soi que certaines modalités essentielles de leur valorisation soient indiquées dans le CPP.

Cependant, dans le cadre des discussions qui seront menées avec le contracteur, au sortir de cette période de confinement, cette disposition sera supprimée du CPP.

3- Sur le contenu des autres activités prévues à l'article 8 des coûts pétroliers au point II.5 de la Procédure Comptable.

Ces autres activités sont toutes activités annexes, connexes ou accessoires aux travaux pétroliers énumérées aux points précédents (les activités support telles que les travaux juridiques, les travaux comptables, la gestion du personnel, etc.). Ces activités sont également soumises à l'audit comme prévu par l'article 22, Droit d'Audit Général, dans le Chapitre VI Vérifications des Comptes.

4- Sur les disparités constatées dans le libellé des différents contrats de partage de production d'un contracteur à un autre, quelles sont les dispositions prises par le Gouvernement pour l'application de l'article 10.2 du Code des Hydrocarbures consacré à cette matière.

Les négociations avec les différents opérateurs sont en cours. Les réalités pour un contrat opérationnel de champs matures (similaire à Perenco) sont différentes de celles de contrats d'exploration (comme Total E&P Congo ou Kosmos)

Des modèles de CPP d'exploration et d'exploitation, d'une part, et d'exploitation des champs matures d'autre part seront prochainement soumis au Conseil des ministres conformément à l'article 10.2 du Code des Hydrocarbures.

Etant entendu que les CPP d'exploration et d'exploitation prennent en compte toutes les activités pétrolières allant de l'exploration au développement et à l'exploitation tandis que les CPP pour l'exploitation des champs matures ne prennent en compte que l'exploitation et non pas l'exploration.


5- Sur les provisions pour abandon et remise en état de site, à l'instar des CPP votés en 2019 avec Total.

Comme précédemment indiqué, nous ne sommes pas encore arrivés aux modèles de CPP. Il subsiste encore des disparités entre les CPP, mais nous prenons le soin de nous assurer de la conformité des dispositions de tous les CPP avec le Code des Hydrocarbures.

Le CPP Kombi-Likalala-Libondo II traite des provisions pour abandon aux articles suivants :

- article 4.9 (missions du comité d'évaluation des provisions pour travaux d'abandon) ;
- article 4.10 (constitution à partir de la date d'effet et conservation dans un compte séquestre) ;
- article 4.11(organisation du comité d'évaluation des provisions pour travaux d'abandon).

6- Sur la domiciliation des provisions pour abandon et remise en état de site à la Caisse de Dépôts au lieu de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale à l'instar des CPP votés en décembre 2019 avec Total.

Il ne s'agit pas, ici, d'une disposition négociable d'où la décision de le loger à la Caisse de Dépôts, conformément à l'article 101 du Code des Hydrocarbures. Nonobstant cela, le contracteur est dans l'attente des décrets d'application du Code des Hydrocarbures, qui doivent traiter ces sujets, et se tient prêt à mettre ces provisions dans tout compte séquestre en République du Congo avec deux signatures à savoir celle du Congo et celle de l'opérateur. 

III- RECOMMANDATIONS


1- Au regard des disparités constatées dans la présentation des différents Contrats de Partage de Production (CPP) qui varient d'un groupe contacteur à un autre, la Commission recommande au Gouvernement d'élaborer un modèle type de CPP dans les meilleurs délais, conformément aux dispositions de l'article 10 du code des Hydrocarbures.

2- Le Contrat de Partage de Production dit Kombi-Likalala-Libondo I continue de courir jusqu'au 20 juillet 2020 à minuit avec le groupe contracteur Total ENI.

Le Contrat de Partage de Production de Kombi-Likalala-Libondo II ne devra entrer en vigueur qu'à partir du 21 juillet 2020.

A cet effet la Commission recommande au Gouvernement de présenter un avenant au dit CPP en apportant les modifications conformes au code des hydrocarbures avant cette date de mise en vigueur.

3- Etant donné la non opérationnalité de la caisse des dépôts et de consignation, sensée recevoir les provisions pour abandon et remise en état des sites, la Commission recommande au Gouvernement d'ouvrir un compte séquestre à la Banque centrale dès la mise en production du gisement (first Oil).



CONCLUSION

Au terme des débats sur le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Kombi-Likalala- Libondo II entre la République du Congo, la Société Nationale des Pétroles du Congo et les Sociétés, Perenco Congo S.A. Petro Congo S.A. et Africa Oil et Gaz Corporation, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances du Sénat, après avoir examiné le rapport de l'Assemblée Nationale sur la question, ont adopté à l'unanimité, ledit projet de loi et le présent rapport .

Aucune divergence n'a été constatée avec le rapport de l'Assemblée Nationale.

Le vote a donné les résultats suivants :

▪ Inscrits	:	12
▪ Présents	:	11
▪ Excusé	:	01
▪ Votants	:	11
▪ Pour	:	11
▪ Contre	:	00
▪ Abstention	:	00.

En conséquence, les Vénérables Sénateurs, membres de la Commission Economie et Finances, demandent à la plénière du Sénat d'en faire autant.

Fait à Brazzaville, le

La Commission.